



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale des territoires

Service eau, environnement et forêt

AFFAIRE SUIVIE PAR : CELINE GASTELLIER

TÉLÉPHONE : 02 38 52 48 74

FAX : 02 38 52 48 61

COURRIEL : celine.gastellier@loiret.gouv.fr

RÉFÉRENCE : PG /CG (24/07/17)

RAR 1 A 064 735 86 430

Monsieur le Président
SAS Domaine de la Valette
7 zone de Manhity - immeuble exodom
97 232 LE LAMENTIN

ORLÉANS, LE 24 JUILLET 2017

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, ci-joint, copie de la décision vous autorisant à défricher 3 900 m² de bois situés sur la commune de PRESSIGNY-LES-PINS.

Cette autorisation doit faire l'objet d'une double publication débutant quinze jours au moins avant le début des travaux de défrichement, par vos soins, sur le terrain et en mairie.

- ♦ Sur le terrain, cet affichage devra être visible de l'extérieur et maintenu pendant toute la durée des travaux ;
- ♦ A la mairie, il vous appartiendra d'avertir le maire sur la nécessité de maintenir l'affichage pendant deux mois quelle que soit la durée des opérations de défrichement.

Par ailleurs, je vous informe qu'en cas de désaccord avec la présente décision, vous disposez d'un délai de **deux mois**, à compter de cette notification, pour exercer un recours devant la juridiction administrative.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Chef du pôle forêt, chasse, pêche et biodiversité



Pierre GRZELEC



PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
des territoires

ARRETÉ

Le Préfet du Loiret
Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code Forestier, notamment ses articles L.341-1 à L.341-10, R.341-1,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012 fixant le seuil des superficies boisées en dessous desquels le défrichement n'est pas soumis à autorisation administrative au titre du code forestier,
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 portant délégation de signature à M.Benjamin BEAUSSANT, directeur départemental des territoires du Loiret,
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret,
- VU** la demande d'autorisation de défrichement n°5686 présentée par la société SAS Domaine de la Valette représentée par son président –7 zone de Manhity – 97 232 LE LAMENTIN reçue complète le 13 juillet 2017, tendant à obtenir l'autorisation de défricher 3 900 m² de bois situés sur le territoire de la commune de Pressigny-les-Pins,
- CONSIDERANT** que la surface à défricher est inférieure à 0,5 ha,
- CONSIDERANT** que la demande d'autorisation de défrichement n'est soumise à enquête publique que lorsque la superficie du projet est supérieure à 10 hectares et soumise à étude d'impact,
- CONSIDERANT** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier,
- SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Objet de l'autorisation

Le défrichement de 3 900 m² de parcelles de bois situées à PRESSIGNY-LES-PINS et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (m ²)	Surface autorisée (m ²)
PRESSIGNY-LES-PINS	C	6	59 380	3 900

est autorisé. La surface à défricher est comprise dans le périmètre précisé dans l'annexe jointe au présent arrêté.

La durée de validité de l'autorisation est de 5 ans.

ARTICLE 2 – Mesures compensatoires

Conformément aux dispositions de l'article L341-6 du Code forestier, cette autorisation de défrichement est subordonnée à l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de reboisement pour une surface correspondant à la surface défrichée, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicoles d'un montant équivalent à **1 661 €**. La liste des opérations forestières admises en compensation au défrichement et les fiches techniques du Schéma Régional de Gestion Sylvicole de la région Centre (Centre Régional de la Propriété Forestière Ile de France Centre, 2005) ont été annexées au courrier d'accusé de réception du dossier complet.

Dans l'année à compter de la notification de cette autorisation, vous adresserez à la DDT :

- ✓ un document précisant la nature des mesures compensatoires, leur description, leur localisation (sections, parcelles, communes, surfaces, sur un/des fond(s) de carte IGN et plan(s) cadastral(ux)), annexé de l'accord des propriétaires et des justificatifs de propriété. Sous réserve de la validation de cette proposition par la DDT, ce document constituera un acte d'engagement à réaliser ces travaux qui devront être terminés au plus tard dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'autorisation.

OU

- ✓ votre intention de verser l'indemnité calculée. Dans ce cas, vous devrez renseigner et signer le document de déclaration de choix selon le modèle joint en annexe 3 du courrier d'accusé de réception du dossier complet. À réception de votre déclaration, le service instructeur procèdera à la demande d'émission du titre de perception.

Si aucune de ces formalités n'a été accomplie au dans l'année à compter de la date d'autorisation de défrichement, l'indemnité sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si vous renoncez au défrichement projeté.

ARTICLE 3 – Affichage

La présente autorisation devra être affichée en mairie de la commune de Pressigny-les-Pins pendant une durée de deux mois.

Elle sera également affichée sur le terrain de manière visible et par les soins du bénéficiaire, quinze jours au moins avant le début du défrichement et maintenue pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 4 – Exécution

Le Directeur Départemental des Territoires du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux personnes intéressées.

Fait à ORLÉANS, le 24 juillet 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le chef du pôle forêt, chasse, pêche et biodiversité



Pierre GRZELEC

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à

M. le Préfet du Loiret

*Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative
181, rue de Bourgogne 45042 ORLÉANS CEDEX ;*

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

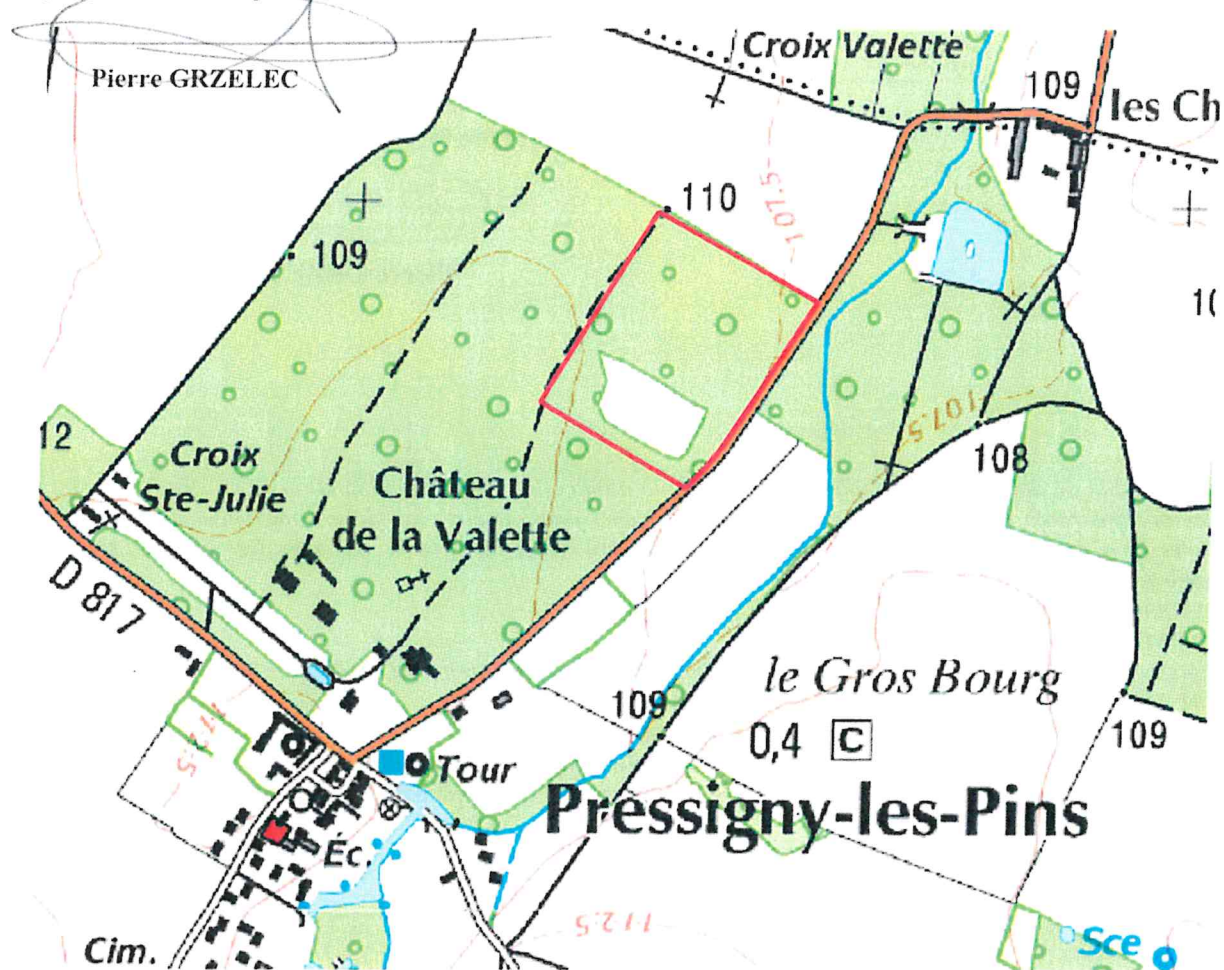
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif :

28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

ANNEXE : Localisation de la surface à défricher

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 24 JUL. 2017

Le Chef du pôle forêt, chasse, pêche et biodiversité



Sources : DDT Du Loiret
IGN Scan 25



Surface à défricher
autorisée

Espace Boisé Classé (EBC) au titre du code de
l'urbanisme